
Bureau sous-régional en Afrique du Nord
Comité intergouvernemental de hauts fonctionnaires et d'experts pour l'Afrique du Nord
Trente-huitième réunion*
Accra, 1^{er}-3 novembre 2023

Point 5 de l'ordre du jour provisoire**

Résultats sociaux-économiques de l'Afrique du Nord : profil sous-régional 2022–2023

Table des matières

Résumé	ii
I. Introduction.....	1
II. Résultats macroéconomiques de l'Afrique du Nord.....	2
A. La croissance économique devrait se stabiliser en 2023	2
B. Réduction des déficits budgétaires, mais les enjeux restent les mêmes	4
C. Resserrement de la politique monétaire et taux d'inflation élevé	5
D. Position extérieure	7
E. Difficultés rencontrées pour assurer le service de la dette des pays qui émettent des volumes de dette importants	8
III. Risques climatiques et risques liés à la sécurité alimentaire.....	9
A. Forte augmentation des risques climatiques.....	9
B. Risques liés à l'insécurité alimentaire	10
IV. Des niveaux de pauvreté et des taux de chômage toujours aussi élevés.....	11
V. Conclusions et recommandations	12
Bibliographie.....	14

* La trente-huitième réunion du Comité intergouvernemental de hauts fonctionnaires et d'experts pour l'Afrique du Nord aura lieu conjointement avec la vingt-sixième réunion du Comité intergouvernemental de hauts fonctionnaires et d'experts pour l'Afrique de l'Ouest en tant que leur deuxième réunion commune.

** ECA/SRO-NA/ICSOE/38/1-ECA/SRO-WA/ICSOE/26/1.

Résumé

En 2022, l’Afrique du Nord a dû faire face à une faible demande extérieure, à des coûts d’emprunt élevés et à des conditions météorologiques défavorables. La croissance annuelle du produit intérieur brut (PIB) réel dans la sous-région est tombée à 3,9 % en 2022, contre 4,9 % en 2021. Le choc extérieur provoqué par la guerre entre la Russie et l’Ukraine, qui a débuté en février 2022, a été l’un des facteurs à l’origine de la décision de l’Égypte et de la Tunisie de demander une aide financière supplémentaire au Fonds monétaire international (FM) et aux pays du Golfe. En revanche, l’Algérie et la Mauritanie ont bénéficié, au moins à court terme, du choc des cours mondiaux des produits de base : les prix élevés des hydrocarbures ont généré des recettes d’exportation importantes pour l’Algérie, et la forte croissance de la production d’or et la hausse des prix internationaux ont considérablement augmenté les exportations d’or de la Mauritanie. Malgré une hausse des prix mondiaux du pétrole, l’économie libyenne s’est contractée en 2022, en raison du blocus des champs pétroliers au premier semestre, qui a sensiblement réduit la production de pétrole. La Libye s’efforce également de se remettre du conflit.

La croissance régionale devrait se stabiliser à 4,8 % en 2023 grâce à une forte reprise économique attendue au Maroc et en Libye, bien que les pressions budgétaires et la hausse persistante des taux d’inflation pèsent sur les perspectives de croissance. Les déficits budgétaires devraient se creuser progressivement en 2023 et 2024, reflétant les nombreuses incertitudes qui subsistent tant dans la région qu’au niveau mondial. Les politiques monétaires continuent de se resserrer de manière brutale, la Réserve fédérale et la Banque centrale européenne prévoyant de relever les taux d’intérêt jusqu’à la fin de 2023, face à la persistance des pressions inflationnistes et à l’étroitesse des marchés de l’emploi. Ce resserrement des politiques monétaires a des conséquences sur les économies nord-africaines à travers la consommation intérieure et les dépenses d’investissement, les exportations et le service de la dette publique. Le service de la dette continue d’augmenter et les pays d’Afrique du Nord ont toujours du mal à financer leur dette, car les taux d’intérêt mondiaux devraient rester élevés.

Les risques climatiques graves ont accentué la crise du coût de la vie et, combinés à l’augmentation des risques politiques et des risques liés à l’insécurité alimentaire, ils alimentent la pauvreté en Afrique du Nord. La pauvreté dans la sous-région est aussi en partie la résultante d’un taux de chômage élevé (13,7 %, en 2022), qui est un problème de longue date et demeure le principal obstacle économique et social de la région. Le taux de chômage des femmes (20,2 % en 2022) reste élevé par rapport à celui des hommes (11,3 % en 2022). Le taux de chômage des jeunes en Afrique du Nord était de 30,2 % en 2022, contre la moyenne mondiale de 14,2 %.

Les pays d’Afrique du Nord sont encouragés à réorienter les dépenses publiques vers le soutien aux populations vulnérables et aux personnes vivant dans la pauvreté. Les États d’Afrique du Nord doivent améliorer la qualité des dépenses pour réduire l’inflation. Il conviendrait d’axer davantage les dépenses publiques sur les résultats, de diminuer les subventions énergétiques non ciblées, de réformer les entreprises publiques d’infrastructure et de gérer plus efficacement la dette afin de réduire le coût du service. Les pouvoirs publics doivent renforcer la gestion des risques budgétaires, notamment en constituant des réserves et en protégeant les budgets et les ménages contre les crises.

En outre, les pays d’Afrique du Nord doivent faire une place aux dépenses d’adaptation au climat. Compte tenu de l’ampleur des répercussions des changements climatiques sur la sous-région, les pays d’Afrique du Nord doivent décarboner et diversifier leur économie en

œuvrant de concert pour promouvoir les énergies renouvelables, investir dans l'infrastructure de l'eau et échanger des connaissances et des meilleures pratiques. Les politiques relatives aux changements climatiques devraient être intégrées dans les dépenses publiques dans le cadre de budgets verts et de politiques budgétaires générales, y compris les taxes, la tarification du carbone et la suppression des subventions aux combustibles fossiles.

Pour assurer une reprise inclusive des marchés du travail, les responsables nord-africains de l'élaboration des politiques devraient réduire les distorsions du marché du travail dues aux réglementations du travail et aux politiques de l'emploi dans le secteur public. Les États d'Afrique du Nord devraient adopter des politiques actives du marché du travail visant à promouvoir l'égalité femmes-hommes en augmentant les possibilités d'emploi pour les demandeurs d'emploi et en faisant mieux correspondre les profils des chômeurs aux profils des postes vacants, et à stimuler la création de postes.

I. Introduction

Après une année 2022 tumultueuse, le paysage économique et social de l'Afrique du Nord en 2023 est dominé par l'incertitude. La forte reprise après la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) dans la sous-région en 2021 a été mise à mal par des chocs extérieurs, déclenchés par le début de la guerre entre la Fédération de Russie et l'Ukraine en février 2022, qui a entraîné un accroissement de l'insécurité alimentaire accrue, une forte volatilité des prix de l'énergie, un resserrement des conditions de financement et des vulnérabilités liées à la dette dans la plupart des pays de la sous-région. Les effets des changements climatiques en 2022 ont été encore plus extrêmes qu'en 2021. Les pays de la sous-région ont souffert de la sécheresse et de la raréfaction de l'eau, ainsi que de l'élévation du niveau de la mer. La Tunisie a connu sa cinquième année consécutive de sécheresse, les autorités continuant à rationner l'eau. Au Maroc, les importations de blé ont grimpé en flèche, car la sécheresse a fait chuter les rendements nationaux de près de 60 % par rapport à l'année précédente (Département de l'Agriculture des États-Unis, 2023).

Le tarissement des réserves de change et les pressions budgétaires en Égypte et en Tunisie ont projeté ces deux pays au bord d'une crise majeure de la dette en 2022, ce qui pourrait conduire à une situation instable dans la région. Les deux pays doivent déjà faire face à des pénuries de produits de première nécessité et au dysfonctionnement des marchés financiers. Toutefois, certains des plus grands exportateurs de produits de base de la sous-région, comme l'Algérie et la Mauritanie, ont enregistré les plus fortes améliorations du risque pays global au cours de l'année 2022.

En 2023, les incertitudes en Afrique du Nord sont accentuées par plusieurs facteurs, notamment le conflit au Soudan et l'évolution hautement imprévisible du conflit opposant la Russie à l'Ukraine. Le conflit au Soudan a des effets désastreux sur une économie déjà fragile et menace d'avoir des conséquences désastreuses pour l'ensemble de la sous-région, avec l'augmentation de la migration clandestine et du nombre de demandeurs d'asile. Le Soudan a des frontières avec sept pays, dont deux pays d'Afrique du Nord, à savoir l'Égypte et la Libye, qui ont tous deux des problèmes de sécurité liés au conflit au Soudan.

L'Afrique du Nord devra donc faire face à une demande extérieure plus faible et à des coûts d'emprunt plus élevés en 2023. Les risques les plus importants dans la sous-région se situent dans certains pays où les perspectives économiques sont également assombries par l'incertitude politique sous la forme de conflit. Une inflation forte et des taux d'intérêt élevés limiteront la croissance économique en Afrique du Nord. Les prix alimentaires ont flambé en 2023 et de nombreux pays de la sous-région doivent faire face à des déficits budgétaires énormes, à une dette publique élevée, à la dépréciation de leur monnaie et à des niveaux d'inflation dangereux, qui menacent la sécurité alimentaire.

Le présent rapport est axé sur la période 2022-2023, qui a débuté avec le déclenchement de la guerre entre la Fédération de Russie et l'Ukraine en février 2022. Il montre comment les économies d'Afrique du Nord ont été remodelées par l'effet de la guerre sur les prix des produits de base et par le resserrement monétaire mondial. Le rapport met en relief la menace que représentent les changements climatiques pour l'économie et l'incidence des changements climatiques sur la sécurité alimentaire en Afrique du Nord.

II. Résultats macroéconomiques de l’Afrique du Nord

A. La croissance économique devrait se stabiliser en 2023

Après un ralentissement en 2022, le taux de croissance de l’Afrique du Nord devrait se stabiliser, pour se situer en moyenne autour de 4,8 % en 2023.

Selon les estimations de l’ONU (2023), la croissance du produit intérieur brut réel en Afrique du Nord a été de 3,9 % en 2022, chiffre en baisse par rapport à 4,9 % en 2021, comme le montre la figure I. Le ralentissement de la croissance en 2022 est principalement dû à la persistance des effets de la pandémie de COVID-19 et à la hausse des cours mondiaux des produits de base, accentué par la désorganisation de la chaîne d’approvisionnement à la suite de la guerre entre la Fédération de Russie et l’Ukraine, le principal fournisseur de blé de l’Afrique du Nord, à laquelle il faut ajouter l’incidence du resserrement des conditions financières mondiales sur les économies nord-africaines. Le plus fort ralentissement de la croissance économique a été observé en Libye, où l’économie s’est contractée de 12,8 % en 2022, en chute par rapport à une croissance de 28,3 % en 2021 (FMI, 2023 c). La récession dans le pays en 2022 a reflété la flambée de manifestations qui avaient débuté en avril 2022 et qui avaient entraîné le blocage de plusieurs ports et champs pétroliers de première importance, ce qui a fait chuter la production en dessous de la moyenne journalière de 1 million de barils enregistrée en 2021. Le Soudan a également connu une série de crises politiques qui ont compromis la stabilité de son économie, entraînant une contraction du PIB de 0,7 % en 2022, soit relativement moins que la baisse de 1,9 % enregistrée en 2021 (Banque centrale du Soudan, 2023). La situation au Soudan ne devrait pas s’améliorer dans un avenir proche, compte tenu de la lutte pour le pouvoir à l’intérieur du pays qui oppose l’armée et les Forces de soutien rapide.

Le taux de croissance annuel de l’Égypte en 2022 est particulièrement élevé (6,6 %) ; les raisons en sont une meilleure maîtrise de la pandémie de COVID-19, le dynamisme de la consommation des ménages, l’accroissement de l’investissement, notamment dans les infrastructures, et l’importance du soutien financier international (Égypte, 2023). Les réformes majeures entreprises par l’Égypte ces dernières années, notamment les mesures d’assainissement budgétaire, l’introduction d’un taux de change flottant et une réduction notable des subventions, ont eu une incidence positive sur les résultats économiques du pays en 2022. La Mauritanie affichait le deuxième taux le plus élevé de croissance économique de la sous-région, estimé à 5,9 % en 2022 (Mauritanie, 2023a), sous l’effet d’une hausse des cours mondiaux des produits de base, d’une forte demande d’exportations de minerai de fer et d’or, et d’une production agricole exceptionnelle. Ces résultats s’inscrivent dans la tendance de la reprise économique, qui a débuté en 2021 avec une croissance de 2,4 %, après une contraction, due à la pandémie de COVID-19, de 0,9 % en 2020 (Mauritanie, 2023a). La croissance en Algérie a légèrement diminué, de 0,2 point de pourcentage en 2022, passant de 3,4 % en 2021 à une estimation de 3,2 % en 2022 (Algérie, 2023). Ce ralentissement est dû à la situation économique mondiale.

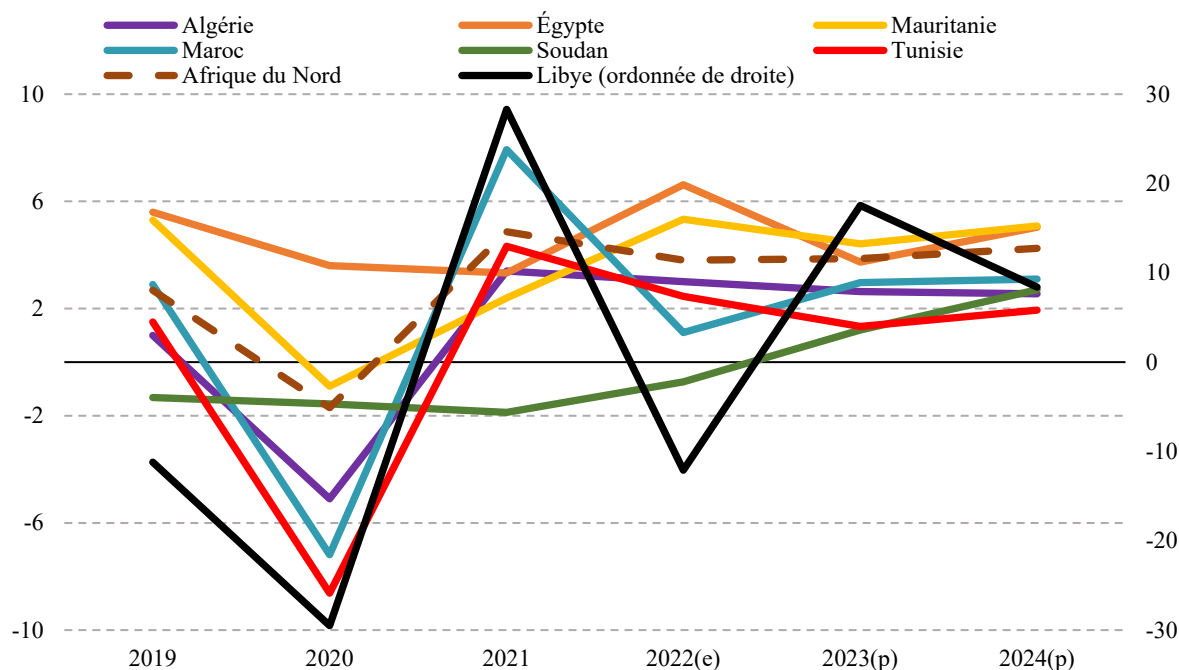
Une crise politique et sociale latente, à laquelle s’ajoute la situation économique mondiale liée à la guerre entre la Fédération de Russie et l’Ukraine, a eu des répercussions négatives sur la Tunisie, où la croissance économique s’est contractée de 1,9 point de pourcentage, étant ramenée de 4,3 % en 2021 à 2,4 % en 2022 (Tunisie, 2023). Au Maroc, la croissance économique a chuté, passant de 7,9 % en 2021 à 1,3 % en 2022 (Maroc, 2023b). Cette baisse résulte du ralentissement des secteurs de l’agriculture et de la pêche, de la contre-performance des secteurs de l’industrie extractive et de l’industrie de transformation, du

bâtiment et des travaux publics, et des tensions géopolitiques, en particulier la guerre en Ukraine et ses conséquences sur l'inflation.

Figure I

Croissance du produit intérieur brut réel en Afrique du Nord, 2019-2024

(Pourcentage)



Source : Compilation faite par l'auteur en se fondant sur les calculs de la CEA, les statistiques nationales et les chiffres du FMI.

Note : Les chiffres pour 2022 sont des estimations et les chiffres pour 2023 et 2024 sont des projections.

En 2023, à la suite de la reprise de l'activité dans les principaux champs pétroliers en Libye et au redressement du secteur primaire au Maroc, entraînant une forte reprise des deux économies, la croissance sous-régionale moyenne en Afrique du Nord devrait se stabiliser à 4,8 % en 2023 (Organisation des Nations Unies, 2023), malgré la situation très incertaine au Soudan. La croissance sous-régionale en 2023 est plus élevée que la moyenne avant la pandémie de COVID-19, qui était de 2,9 % en 2019 (Organisation des Nations Unies, 2022). Les perspectives économiques de la Libye sont positives et le pays pourrait renouer avec une forte croissance d'environ 17,5 % en 2023, avant de ralentir à un taux de 8,4 % en 2024, d'après les projections du FMI (2023 c). L'économie marocaine devrait croître de 3,3 % en 2023, contre 1,3 % en 2022, en supposant que la production agricole soit positive (Maroc, 2023b).

Les tensions géopolitiques actuelles et la réorganisation des chaînes d'approvisionnement mondiales devraient entraîner une baisse des taux de croissance dans d'autres pays d'Afrique du Nord. Le taux de croissance économique de l'Égypte chutera de 2,9 points de pourcentage, reculant de 6,6 % en 2022 à 3,7 % en 2023 (FMI, 2023 c).

La croissance en Mauritanie sera en léger recul, passant de 5,9 % en 2022 à 4,7 % en 2023, en raison du ralentissement de la croissance de la production de minerai de fer et d'or et de la baisse de la production agricole (Mauritanie, 2023a). La croissance au Soudan devrait se

contracter fortement en raison de l'instabilité politique. La croissance en Tunisie continuera à baisser en 2023, de 1,9 point de pourcentage par rapport à 2022, en raison du contexte mondial difficile et de l'absence de réformes structurelles (Tunisie, 2023).

Le taux de croissance du PIB de l'Algérie devrait être ramené à 2,6 % en 2023, en raison de la stabilisation de la production d'hydrocarbures et du ralentissement de la croissance de l'agriculture et des services (FMI, 2023 c).

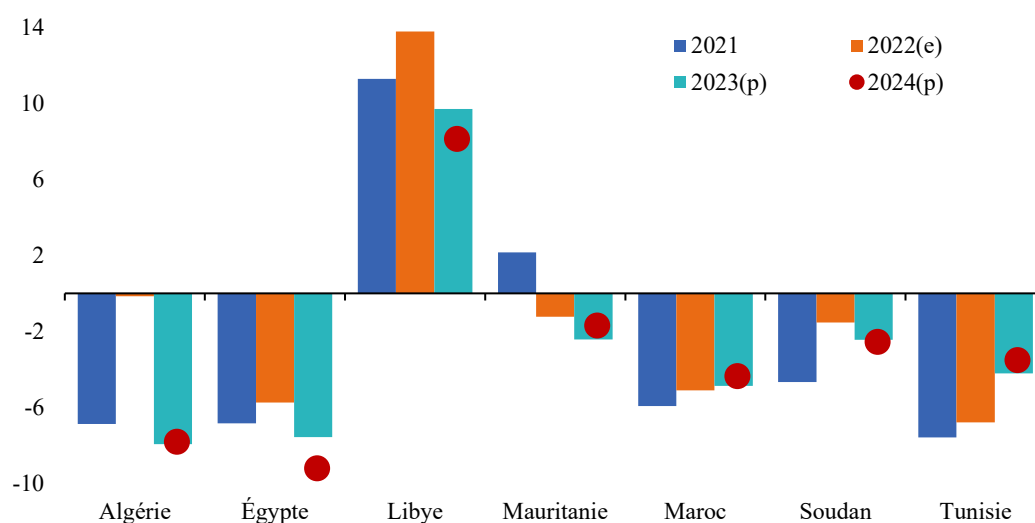
B. Réduction des déficits budgétaires, mais les enjeux restent les mêmes

Le déficit budgétaire en Afrique du Nord a accusé une baisse en 2022, à la suite du creusement observé après la crise liée à la COVID-19.

Si l'on se fonde sur les calculs de la CEA, les statistiques nationales et les chiffres du FMI, le déficit budgétaire moyen en Afrique du Nord s'est réduit de 1,9 point de pourcentage, passant de 5,6 % du PIB en 2021 à 3,5 % en 2022, en raison de l'augmentation des recettes, en particulier en Libye, qui a enregistré un excédent budgétaire de 13,8 % du PIB (Banque africaine de développement, 2023), comme le montre la figure II. Entre 2021 et 2022, le déficit a été ramené de 6,9 % à 0,2 % en Algérie et de 4,7 % à 1,5 % au Soudan (Banque africaine de développement, 2023). Le déficit s'est réduit de 1,1 et 0,8 point de pourcentage en Égypte et au Maroc, respectivement, au cours de la même période (Banque africaine de développement, 2023). La Mauritanie est le seul pays d'Afrique du Nord à avoir connu une détérioration de son déficit budgétaire au cours de cette période : son excédent budgétaire de 2,2 % du PIB en 2021 a cédé la place à un déficit budgétaire de 1,2 % en 2022 (Banque africaine de développement, 2023), probablement en raison de pressions internes liées aux dépenses de sécurité, à une augmentation des subventions pour des produits tels que l'énergie et les denrées alimentaires, et à un accroissement des dépenses d'investissement.

Compte tenu des incertitudes économiques croissantes, le déficit budgétaire en Afrique du Nord devrait augmenter en 2024. Le déficit budgétaire devrait se creuser en Algérie et en Égypte, et la Libye devrait à nouveau enregistrer un excédent budgétaire de 8,9 % du PIB en moyenne en 2023-2024 (FMI, 2023 c), à la suite de la réouverture de la plupart des champs pétroliers du pays. Le déficit budgétaire du Maroc devrait se stabiliser à environ 4,6 % du PIB en 2023-2024 (FMI, 2023 c), même si des risques subsistent en raison de la guerre en cours en Ukraine. Les projections sont optimistes pour la Tunisie, où le déficit budgétaire devrait être ramené de 4,2 % du PIB en 2023 à 3,5 % en 2024 (FMI, 2023 c). La Mauritanie et le Soudan devraient maintenir leur déficit budgétaire en dessous du seuil traditionnel de 3 % du PIB, avec des projections moyennes de 2,4 % en 2023 (FMI, 2023 c).

Figure II
Déficits et excédents budgétaires, en pourcentage du produit intérieur brut, dans les pays d’Afrique du Nord, 2021-2024



Source : Compilation faite par l’auteur en se fondant sur les calculs de la CEA, les statistiques nationales et les chiffres du FMI.

Note : Les chiffres pour 2022 sont des estimations et les chiffres pour 2023 et 2024 sont des projections.

C. Resserrement de la politique monétaire et taux d’inflation élevé

Le resserrement des conditions financières internationales a entraîné une forte inflation et la dépréciation de plusieurs monnaies, affaiblissant le tissu économique dans la plupart des pays d’Afrique du Nord.

À la suite de la guerre en Ukraine et des sanctions adoptées ultérieurement à l’encontre de la Fédération de Russie, l’économie mondiale s’est engouffrée dans une spirale inflationniste, incitant les banques centrales des économies avancées à resserrer leur politique monétaire en augmentant les taux directeurs. La politique monétaire agressive et restrictive a eu un effet délétère sur les conditions financières mondiales et a exposé les économies de marché en développement et les économies de marché émergentes à des sorties potentielles de capitaux et à la dépréciation de la monnaie, ce qui a eu une incidence sur le coût du service de la dette en devises étrangères. Dans la plupart des pays d’Afrique du Nord, les taux de la politique monétaire ont été revus à la hausse.

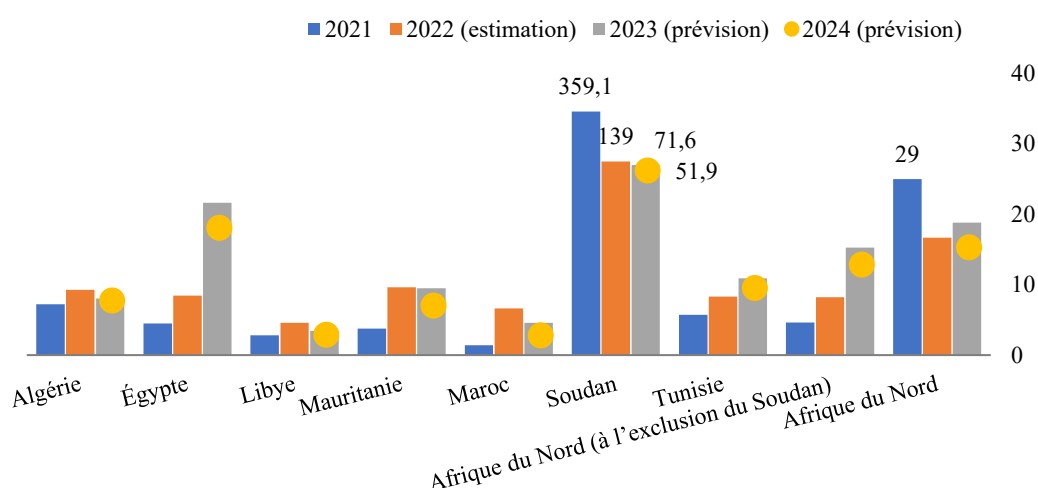
L’inflation reste la principale menace pour les économies nord-africaines.

L’inflation a été particulièrement élevée en Afrique du Nord ; le taux calculé par la CEA a été de 8,2 % en 2022 (à l’exclusion du Soudan), contre 4,6 % en 2021, comme le montre la figure III. De tous les pays d’Afrique du Nord, c’est en Mauritanie que l’inflation en 2022 a été la plus élevée (9,6 %) contre 3,6 % en 2021, devant l’Algérie (9,3 % contre 7,2 %), l’Égypte (8,5 % contre 4,5 %), la Tunisie (8,3 % contre 5,7 %), le Maroc (6,6 % contre 1,4 %) (FMI, 2023 c) et la Libye (4,6 % contre 2,8 %) (Banque centrale de Libye, 2023). L’inflation a diminué de plus de moitié au Soudan en 2022, atteignant un taux de 139 % en 2022, grâce à la

réforme entreprise concernant l'unification du taux de change et à une réduction de la monétisation du déficit budgétaire (FMI, 2023 c).

L'inflation sous-régionale devrait, selon toute vraisemblance, presque doubler pour atteindre 15,3 % en 2023, en raison de la flambée des prix prévue en Égypte, où l'inflation devrait atteindre 21,6 % en 2023 et 18,0 % en 2024 (FMI, 2023 c). La Tunisie connaîtra également des pressions inflationnistes plus intenses, avec des taux prévus de 10,9 % en 2023 et de 9,5 % en 2024 (FMI, 2023 c). En revanche, en Libye et au Maroc, les taux d'inflation seront relativement stables en moyenne au cours des deux prochaines années, à 3,1 % et 3,7 % respectivement, soit des taux inférieurs à ceux qui ont été enregistrés en 2022 (FMI, 2023 c). De légères baisses des taux d'inflation seront observées en Algérie et en Mauritanie, où les taux moyens seront respectivement de 7,9 % et de 8,3 % en 2023-2024 (FMI, 2023 c). Le risque de nouvelles pressions inflationnistes subsiste toutefois, compte tenu de persistance du conflit en Ukraine.

Figure III
Inflation en Afrique du Nord, 2021-2024
(Pourcentage)



Source : Compilation faite par l'auteur en se fondant sur les calculs de la CEA, les statistiques nationales et les chiffres du FMI.

Note : Les chiffres pour 2022 sont des estimations et les chiffres pour 2023 et 2024 sont des projections.

La hausse des prix alimentaires a représenté la plus grande part de l'inflation dans la plupart des pays de la sous-région. À l'exception de la Libye, la hausse des prix alimentaires est à deux chiffres et c'est en Égypte où elle est la plus élevée, où les prix ont augmenté de 30 % ou plus chaque mois depuis décembre 2022 (Banque mondiale, 2023a). La hausse des prix des denrées alimentaires accentue l'insécurité alimentaire dans la sous-région.

Le resserrement des conditions financières mondiales a entraîné une grande volatilité sur les marchés des changes de la plupart des pays d'Afrique du Nord.

La figure IV montre que la livre soudanaise a été la monnaie la moins performante d'Afrique du Nord, se dépréciant de près de 28,5 % en 2022 (FMI, 2023a). Des dépréciations importantes ont été observées par rapport à la livre égyptienne, au dirham marocain et au dinar

tunisien, qui se sont dépréciés respectivement de 21,7 %, 13,0 % et 11,1 % (FMI, 2023a). Le dinar libyen s'est moins déprécié, de 6,6 % en 2022 (FMI, 2023a), bénéficiant de la hausse des cours du pétrole, et, en Algérie, malgré une inflation élevée de 9,3 % en 2022, le dinar algérien s'est déprécié encore moins, de 4,9 % (FMI, 2023a et 2023 c). Comme la Libye, l'Algérie bénéficie de la hausse des prix de l'énergie pour son gaz. L'ouguiya mauritanien a été la monnaie qui a le mieux résisté par rapport aux autres monnaies d'Afrique du Nord, ne se dépréciant que marginalement, de 0,8 %, en 2022 (FMI, 2023a).

Figure IV
Variation en pourcentage des monnaies d'Afrique du Nord par rapport au dollar des États-Unis, 2020-2021 et 2021-2022



Source : Compilation faite par l'auteur en se fondant sur les calculs de la CEA, les statistiques nationales et les chiffres du FMI.

Note : Une variation négative représente une dépréciation.

D. Position extérieure

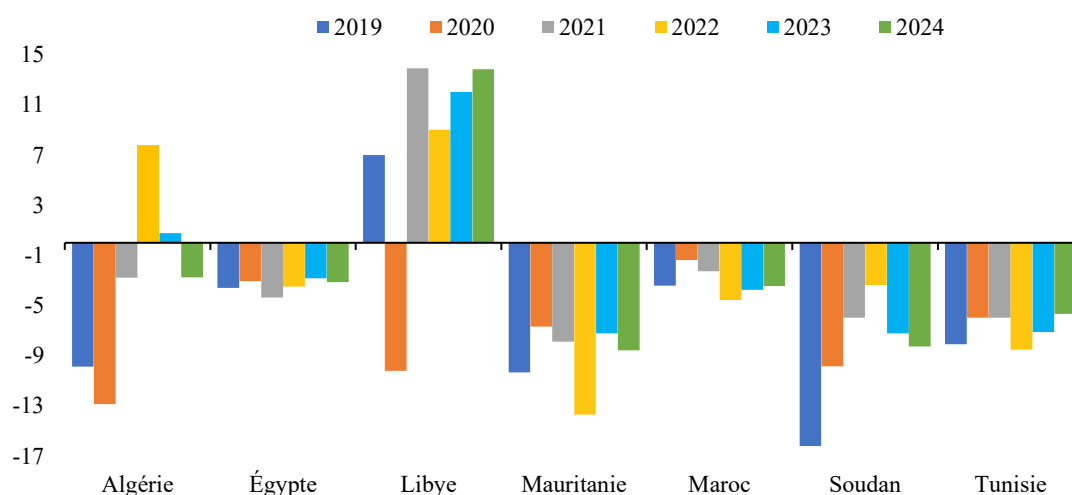
La position extérieure de l'Afrique du Nord devrait, selon toute vraisemblance, s'améliorer légèrement, mais l'incertitude demeure en raison de la hausse des prix des denrées alimentaires et de l'énergie qui pèse sur les importateurs de produits de base.

Si l'on se fonde sur les calculs de la CEA, des statistiques nationales et des chiffres du FMI, le déficit global moyen de la balance des opérations courantes en Afrique du Nord s'est considérablement réduit, de 1,8 point de pourcentage, passant de 3,1 % du PIB en 2021 à 1,3 % en 2022, reflétant les résultats obtenus par l'Algérie et la Libye, qui sont des exportateurs nets de produits énergétiques, et les mesures correctives visant à rétablir les équilibres extérieurs après la forte contraction enregistrée au plus fort de la pandémie de COVID-19. Le déficit de la balance des opérations courantes devrait toutefois se creuser en 2023, en raison de la persistance des incertitudes économiques, notamment la poursuite de la guerre en Ukraine.

Comme le montre la figure V, le déficit de la balance des opérations courantes de la Mauritanie s'est creusé et il est l'un des plus importants d'Afrique du Nord, passant de 5,7 % en 2021 à 12,0 % en 2022 (Mauritanie, 2023a), en raison de la hausse des prix des produits de base, en particulier du blé et des produits pétroliers, et d'une éventuelle baisse des exportations, due au contexte économique mondial.

Figure V

Déficits et excédents de la balance des opérations courantes, en pourcentage du produit intérieur brut, dans les pays d'Afrique du Nord, 2019-2024



Source : Compilation faite par l'auteur en se fondant sur les calculs de la CEA, les statistiques nationales et les chiffres du FMI.

Les déficits de la balance des opérations courantes de l'Égypte et du Soudan se sont légèrement réduits, étant ramenés de 4,4 % et 6,0 % du PIB en 2021 à 3,4 % et 3,4 % respectivement en 2022 (FMI, 2023 c, et Banque africaine de développement, 2023). En revanche, les déficits de la balance des opérations courantes du Maroc et de la Tunisie se sont creusés au cours de la même période, passant respectivement de 2,3 % et 6 % du PIB à 3,5 % et 8,5 %, en raison de la hausse des cours des produits pétroliers et du blé, dont les deux pays sont des importateurs nets (Maroc, 2023 b, et FMI, 2023 c). En 2023 et 2024, dans tous les pays de la sous-région, la balance des opérations courantes sera largement déficitaire. Le déficit le plus important sera observé en Mauritanie (7,9 % du PIB), devant le Soudan (7,7 %) et la Tunisie (6,4 %), à l'exception de la Libye, dont la balance des opérations courantes devrait enregistrer un excédent moyen de 12,9 % (FMI, 2023 c).

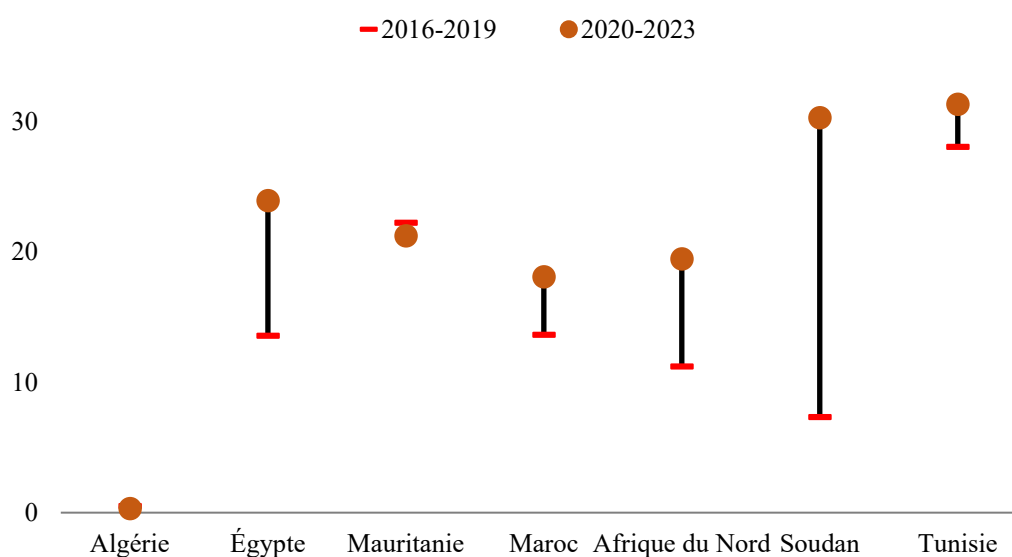
E. Difficultés rencontrées pour assurer le service de la dette des pays qui émettent des volumes de dette importants

Le service de la dette extérieure dans la plupart des pays d'Afrique du Nord reste un enjeu de taille et a augmenté en Égypte, en Mauritanie, au Maroc et en Tunisie.

En Afrique du Nord, le service de la dette extérieure représentait 24 % des recettes totales en 2021 et 19 % en 2022, ce qui reste une proportion importante par rapport aux 12 % enregistrés en 2019, avant la pandémie de COVID-19 (Banque mondiale, 2023 b). Cette baisse résulte d'une réduction notable au Soudan, où le service de la dette représentait 91,1 % des recettes en 2021 et 12,1 % en 2022 (Banque mondiale, 2023 b). Malgré la réduction au niveau

sous-régional, certains pays, dont l'Égypte, le Maroc et la Mauritanie, ont vu le service total de leur dette extérieure en tant que part du revenu total augmenter. Avec un taux de 0,3 % pour la période 2020-2023, le niveau de service de la dette extérieure publique totale de l'Algérie est cependant relativement faible, comme le montre la figure VI (Banque mondiale, 2023 b). Avec un taux de 19,5 %, le service total de la dette extérieure est plus élevé durant la période 2020-2023 que la période 2016-2019, avant la pandémie de COVID-19, où il était de 11,2 % (Banque mondiale, 2023 b).

Figure VI
Service de la dette extérieure totale, en pourcentage des recettes, en Afrique du Nord pour les périodes 2016-2019 et 2020-2023



Source : Calculs de la CEA à partir de chiffres de la Banque mondiale (2023 b).

La part que représentent en moyenne les paiements d'intérêts dans les recettes publiques en Afrique du Nord est passée de 2,8 % pour la période 2016-2019 à 3,5 % pour la période 2020-2023 (Banque mondiale, 2023 b). Cette croissance souligne l'incapacité des pays d'augmenter leurs recettes publiques pour faire face efficacement à la hausse des paiements d'intérêts et de limiter l'érosion de leur marge de manœuvre budgétaire destinée à renforcer leur capacité de financement des dépenses intérieures et de l'investissement public.

III. Risques climatiques et risques liés à la sécurité alimentaire

A. Forte augmentation des risques climatiques

L'Afrique du Nord a été vulnérable face aux catastrophes climatiques au cours des dernières années et les risques associés aux changements climatiques ont augmenté de manière notable dans la sous-région, les variations de la situation météorologique entraînant des phénomènes météorologiques dommageables, tels que sécheresses et inondations. Les catastrophes climatiques peuvent désorganiser l'approvisionnement en produits alimentaires, réduire l'accès à l'alimentation et avoir des répercussions négatives sur la qualité des produits alimentaires. L'augmentation des températures, la modification de la configuration des précipitations, l'augmentation de la fréquence des phénomènes météorologiques extrêmes et la réduction des disponibilités en eau peuvent entraîner une baisse de la productivité agricole et un accroissement de la pauvreté. Selon le Centre de recherche sur l'épidémiologie des

catastrophes (2023), pas moins de 21 phénomènes météorologiques extrêmes liés aux changements climatiques ont été recensés en Afrique du Nord pour la période 2020-2022, dont 15 inondations, 3 incendies de forêt, 2 sécheresses et 1 tempête. Le Soudan est le pays le plus menacé par les changements climatiques, avec cinq catastrophes climatiques au cours de cette période, devant l'Algérie, la Mauritanie et la Tunisie, qui ont subi quatre catastrophes climatiques chacune. Avec deux catastrophes climatiques chacune au cours de la même période, les pays les moins menacés sont l'Égypte et le Maroc.

Les catastrophes climatiques ont des conséquences majeures à long terme sur le bien-être de l'homme et le développement économique. Entre 2020 et 2022, les catastrophes climatiques ont causé 600 décès et touchés environ 15 millions de personnes en Afrique du Nord, et le coût économique des phénomènes météorologiques extrêmes dans la sous-région au cours de ces trois années a été estimé à 378,6 millions de dollars (Conseil norvégien pour les réfugiés, 2023).

En raison d'une combinaison de facteurs politiques, géographiques et sociaux, l'Égypte, la Libye, la Mauritanie et le Soudan sont reconnus comme étant très vulnérables aux effets des changements climatiques, se classant respectivement 107^e, 125^e, 143^e et 177^e sur 182 pays dans le *Notre Dame Global Adaptation Initiative Country Index* de 2020, de l'Université de Notre Dame (2023), dans lequel les pays sont classés en fonction de leurs scores de vulnérabilité aux changements climatiques et à d'autres défis mondiaux et de leur volonté d'améliorer leur résilience. Le Maroc, la Tunisie et l'Algérie étaient classés, par ordre décroissant, occupant respectivement la soixante-sixième, la soixante-septième et la quatre-vingt-dix-neuvième place dans cet indice. Le Maroc et le Soudan ont été classés le plus bas et le plus haut pour la vulnérabilité parmi les pays d'Afrique du Nord, et la Tunisie et le Soudan ont été classés le plus haut et le plus bas pour la capacité de réaction parmi les pays d'Afrique du Nord.

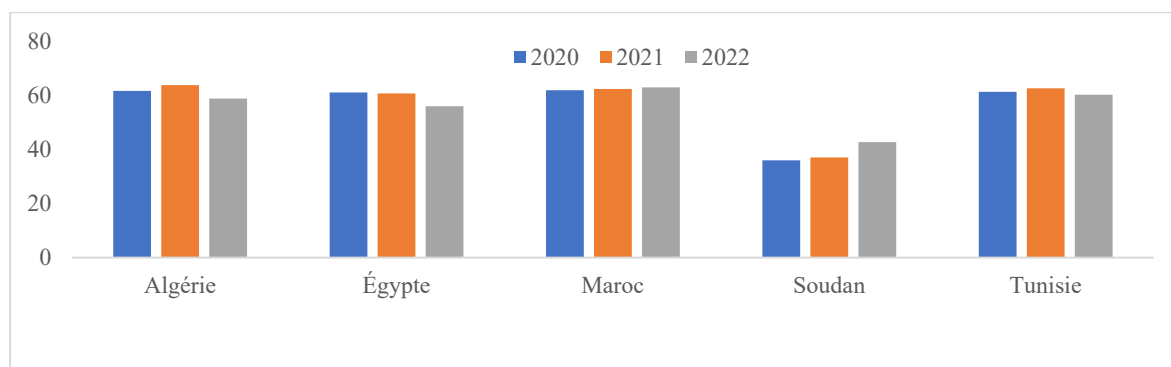
B. Risques liés à l'insécurité alimentaire

L'Afrique du Nord, qui dispose d'une faible marge de manœuvre budgétaire et est fortement tributaire des importations d'énergie et de denrées alimentaires, reste vulnérable à une nouvelle détérioration de la sécurité alimentaire, notamment en raison de nouvelles augmentations des prix alimentaires, d'une sécheresse prolongée et d'une désorganisation accrue de l'offre de produits alimentaires.

Plusieurs pays d'Afrique du Nord étaient exposés à un risque accru d'insécurité alimentaire en 2022. Le Global Food Security Index (indice mondial de sécurité alimentaire) sert à mesurer l'accessibilité financière, la disponibilité, la qualité et la sécurité des aliments, la durabilité alimentaire et l'adaptation de la nourriture d'un pays et va de 0 (insécurité alimentaire totale) à 100 (sécurité alimentaire totale). La figure VII montre que, selon l'indice, la sécurité alimentaire s'est détériorée dans certains pays d'Afrique du Nord en 2022. En Algérie, en Égypte et en Tunisie, le score de l'indice a été ramené de 63,9 à 58,9, de 60,8 à 56,0 et de 62,7 à 60,3, respectivement, entre 2021 et 2022 (Economist Impact, 2022). Ce recul rend compte du risque croissant d'insécurité alimentaire dans la sous-région. L'augmentation et la volatilité des prix des denrées alimentaires, résultant de la baisse des récoltes, des effets négatifs des changements climatiques, de la guerre en Ukraine, de l'imposition de sanctions à la Russie et, dans certains pays, de l'instabilité économique ou politique, figurent parmi les principaux facteurs de l'insécurité alimentaire en Afrique du Nord.

Figure VII

Score de l'indice mondial de sécurité alimentaire dans les pays d'Afrique du Nord, 2020-2022



Source : D'après les données d'Economist Impact (2022).

Note : Les données relatives à l'indice mondial de sécurité alimentaire ne sont pas disponibles pour la Libye et la Mauritanie.

IV. Des niveaux de pauvreté et des taux de chômage toujours aussi élevés

Les risques climatiques et les risques accrus d'insécurité politique et alimentaire alimentent la pauvreté en Afrique du Nord. La pauvreté reste relativement élevée dans la plupart des pays d'Afrique du Nord. Dans l'ensemble de la sous-région, 4,33 % des personnes vivaient avec moins de 2,15 dollars par jour, et 13,66 % avec moins de 3,65 dollars par jour (parité de pouvoir d'achat de 2017) (Banque mondiale, 2022).

Selon la Banque mondiale (2022), le Soudan affiche le taux de pauvreté le plus élevé d'Afrique du Nord. Environ 49,7 % de la population vivent en dessous du seuil de pauvreté qui est de 3,65 dollars par jour. Les niveaux de pauvreté sont également élevés en Égypte et en Mauritanie, où respectivement 1,5 et 6,5 % de la population vit avec moins de 2,15 dollars par jour, et 17,6 et 26,2 % de la population vit avec moins de 3,65 dollars par jour.

Ces niveaux de pauvreté sont en partie la résultante d'un taux de chômage élevé en Afrique du Nord. Selon l'Organisation internationale du Travail (2023 b), le taux de chômage en 2022 en Afrique du Nord a légèrement diminué, reculant de 11,6 % en 2021 à 11,3 % en 2022. Le taux de chômage moyen mondial en 2022 était de 5,8 %. Le taux de chômage des jeunes en Afrique du Nord était de 30,2 % en 2022, plus élevé qu'en 2019, par rapport à une moyenne mondiale de 14,2 %. Le chômage des jeunes est donc un problème de longue date en Afrique du Nord et demeure le principal obstacle économique et social de la sous-région. Le taux de chômage des femmes de la sous-région (20,2 % en 2022), reste élevé par rapport à celui des hommes (11,3 % en 2022). Tous les pays d'Afrique du Nord doivent adopter des politiques actives du marché du travail visant à promouvoir l'égalité des sexes et à cibler les populations les plus vulnérables.

V. Conclusions et recommandations

L'Afrique du Nord doit faire face à d'importantes difficultés sur de multiples fronts, notamment les changements climatiques, les difficultés économiques actuelles accentuées par la pandémie de COVID-19 et la guerre en Ukraine, ainsi que la crise migratoire. Le rééquilibrage économique sous-régional a récompensé les grands exportateurs d'hydrocarbures, tels que l'Algérie et la Libye, et a soulevé des problèmes dans les pays tributaires de l'énergie, notamment l'Égypte, le Maroc et la Tunisie.

La guerre entre la Fédération de Russie et l'Ukraine a entraîné un nouveau resserrement monétaire brutal de la part de la Réserve fédérale et de la Banque centrale européenne, avec des ramifications pour la consommation et l'investissement intérieurs, les flux touristiques en provenance des États du Golfe, les exportations et le service de la dette souveraine. L'inflation en Afrique du Nord a atteint des niveaux record. Bien que l'on s'attende à ce que les prix alimentaires mondiaux baissent dans les mois à venir, les prix alimentaires, qui représentent la plus grande part du panier de la ménagère dans les pays d'Afrique du Nord, continuent d'augmenter.

L'inflation peut avoir des retombées négatives sur les perspectives économiques à court et à long terme, en raison de l'aggravation de l'insécurité alimentaire qu'elle peut entraîner. Compte tenu de la faiblesse de la marge de manœuvre budgétaire et des niveaux élevés de la dette dans les pays d'Afrique du Nord, les États de la sous-région doivent améliorer la qualité des dépenses pour réduire l'inflation. Il conviendrait de davantage axer les dépenses publiques sur les résultats, de diminuer les subventions énergétiques non ciblées, de réformer les entreprises publiques d'infrastructure et de gérer plus efficacement la dette, notamment en réduisant la dépendance à l'égard des financements à court terme coûteux, afin de diminuer le coût du service de la dette.

Les changements climatiques menacent de plus en plus la croissance dans les économies d'Afrique du Nord et les pays doivent donc décarboner et diversifier leurs économies en œuvrant de concert pour promouvoir les énergies renouvelables, investir dans l'infrastructure de l'eau et échanger des connaissances et des meilleures pratiques. Les politiques climatiques devraient être intégrées dans les dépenses publiques dans le cadre de budgets verts et de politiques budgétaires générales, y compris les taxes, la tarification du carbone et la suppression des subventions aux combustibles fossiles.

Il est essentiel de supprimer les obstacles à la mobilisation du secteur privé dans la sous-région et de promouvoir un environnement économique sain et compétitif, dans lequel le secteur privé peut mener à bonne fin les transitions économiques efficaces qui sont nécessaires à l'action climatique. En outre, les pays développés devraient soutenir les pays à revenu intermédiaire et les pays à faible revenu, y compris les pays d'Afrique du Nord, en offrant des compensations dans le cadre de mécanismes tels que le financement de l'action climatique, la tarification du carbone et les obligations vertes.

Les risques climatiques et les risques accrus d'insécurité politique et d'insécurité alimentaire alimentent la pauvreté en Afrique du Nord. La pauvreté dans la sous-région est aussi en partie le résultat d'un taux de chômage élevé, qui reste un problème de longue date en Afrique du Nord et demeure la principale difficulté économique et sociale de la région. Le taux de chômage des femmes reste élevé par rapport à celui des hommes. Le taux de chômage des jeunes en Afrique du Nord était de 30,2 % en 2022, par rapport à une moyenne mondiale de 14,2 %.

Pour assurer une reprise inclusive des marchés du travail, les responsables nord-africains de l'élaboration des politiques devraient réduire les distorsions du marché du travail dues aux réglementations du travail et aux politiques du secteur public en matière d'emploi. Les États d'Afrique du Nord devraient adopter des politiques actives du marché du travail visant à promouvoir l'égalité femmes-hommes en augmentant les possibilités d'emploi pour les demandeurs d'emploi et en faisant mieux correspondre les profils des chômeurs aux profils des postes vacants, et à stimuler la création de postes.

En conclusion, les pays d'Afrique du Nord sont exposés à des risques budgétaires importants, en raison des risques macroéconomiques, tels que la volatilité de la croissance, la volatilité des prix des produits de base et les subventions, la volatilité des taux de change et des taux d'intérêt, et les passifs éventuels des entreprises publiques (Boukezia et autres, 2023). Il est donc important de renforcer la gestion des risques budgétaires. Les pays devraient envisager d'adopter des cadres budgétaires appropriés à moyen terme afin de constituer des réserves pour faire face aux risques. De meilleures politiques fiscales visant à promouvoir l'emploi durable, à réduire la pauvreté et à accroître la prospérité partagée doivent être mises en place afin de protéger les ménages des crises et d'augmenter les revenus en Afrique du Nord.

Bibliographie.

Algérie, ministère de la Numérisation et des Statistiques (2022). *Les comptes nationaux trimestriels - 4e trimestre 2021*, n° 960. Alger.

_____ (2023). *Les comptes nationaux trimestriels – 4e trimestre 2022*, n° 991. Alger.

Boukezia, Racheeda et autres (2023). Managing fiscal risks in the Middle East and North Africa. Departmental Paper, n° 2023/005. Washington D.C. : Fonds monétaire international.

Banque africaine de développement (2023) Base de données socio-économiques de la BAfD 1960- 2020. Disponible à l'adresse suivante : <https://dataportal.opendataforafrica.org/nbyenxf/afdb-socio-economic-database-1960-2022>. Consulté le 3 août 2023.

Banque centrale de Libye (2023) *Rapport sur l'indice des prix à la consommation et l'inflation 2022*.

Banque centrale du Soudan (2023). *Economic and Financial Statistics Review: January–December 2022*. Vol. 23, No. 4/2022. Disponible à l'adresse suivante : https://cbos.dot.jo/en/periodicals-publications?field_publication_type_tid_i18n=44.

Banque mondiale (2022). Poverty and Inequality Platform. Disponible à l'adresse suivante : <https://pip.worldbank.org/home>. Consulté le 5 juin 2023.

_____ (2023a). Food Security Update. 15 juin.

_____ (2023 b). International Debt Statistics database. Disponible à l'adresse suivante : <https://www.worldbank.org/en/programs/debt-statistics/ids>. Consulté le 10 juillet 2023.

Centre de recherche sur l'épidémiologie des catastrophes (2023). EM-DAT. Disponible à l'adresse suivante : www.emdat.be. Consulté le 5 juin 2023.

Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (2023). Plate-forme UNCTADstat.

Conseil norvégien pour les réfugiés (2023). Base de données mondiale sur les situations de déplacement interne. Disponible à l'adresse : www.internal-displacement.org/database. Consulté le 5 juin 2023.

Département de l'Agriculture des États-Unis (2023). International Production Assessment Division, Country Summary. Morocco Wheat Yields. Disponible à l'adresse suivante : <https://ipad.fas.usda.gov/countrysummary/Default.aspx?id=MO&crop=Wheat>. Consulté le 22 septembre 2023.

Economist Impact (2022). Global Food Security Index. Disponible à l'adresse suivante : <https://impact.economist.com/sustainability/project/food-security-index/>. Consulté le 5 juin 2023.

Égypte, ministère de la Planification et du Développement économique (2023). Produit intérieur brut. Données sur les comptes nationaux. Disponible à l'adresse suivante : <https://mped.gov.eg/GrossDomestic?lang=en>. Consulté le 22 septembre 2023.

Fonds monétaire international (2023 a). Statistiques financières internationales. Disponible à l'adresse <https://data.imf.org/?sk=4c514d48-b6ba-49ed-8ab9-52b0c1a0179b>. Consulté le 10 juillet 2023.

_____ (2023 b). *Perspectives économiques régionales : Moyen-Orient et Asie centrale - Préserver la stabilité macroéconomique dans un contexte toujours incertain*. Washington, D.C.

_____ (2023 c). *World Economic Outlook: A Rocky Recovery*. Washington, D.C.

Maroc, Haut-Commissariat au Plan (2022). *Comptes nationaux 2021 : Base 2014*.

_____ (2023a). *Budget économique exploratoire 2024 : la situation économique en 2023 et ses perspectives en 2024*.

_____ (2023 b). *Budget économique prévisionnel 2023 : la situation économique en 2022 et ses perspectives en 2023*.

_____ (2023 c). *Situation économique nationale en 2022*.

Mauritanie, ministère des Finances (2023a). *Rapport économique et financier 2023*.

_____ (2023 b). *Rapport sur les opérations financières de l'État : l'année 2022*. Nouakchott.

Organisation des Nations Unies (2022). *Situation et perspectives de l'économie mondiale 2022*.

_____ (2023). *Situation et perspectives de l'économie mondiale 2023*.

Organisation internationale du Travail (2023 a). Plateforme ILOSTAT.

_____ (2023 b). *Emploi et questions sociales dans le monde : tendances 2023*. Genève.

Tunisie, ministère de l'Économie et de la Planification (2023). *Tableau de bord de la conjoncture économique : Avril 2023*. Tunis.

Université de Notre Dame (2023). Notre Dame Global Adaptation Initiative Country Index. Disponible à l'adresse suivante : <https://gain.nd.edu/our-work/country-index/rankings/>. Consulté le 10 juillet 2023.